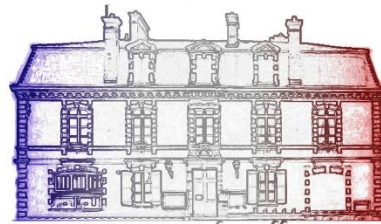


Projet Mairie de Villiers

PPE n°2



Mairie de villiers

Réalisé par Quentin Vilcoque, Steven Chung

SOCIETE WEB SYSTEMS

Table des matières

I)	Présentation	2
a)	Présentation de la mairie de Villiers.....	2
b)	Présentation de l'agence WebSystems.....	3
II)	Cahier des charges.....	5
a)	Relevé des exigences :.....	5
b)	Explication des différentes technologies utilisées :	6
III)	Avancement actuel de l'application :	7
IV)	Partie Juridique :	7
V)	Présentation des différentes composantes du site.....	7
	Réalisation du design et de la structure de l'application Android	7
	Réalisation de la base de données et des interactions avec celle-ci par Steven Chung et Quentin Vilcoque.....	10
VI)	Annexes	12
	Annexe 1 : MCD	12
	Annexe 2 : UML	13
	Annexe 3 : Salaires Moyen Développeur Android.....	14
	Annexe 4 : Planning du Projet	14
	Annexe 6 : Contrat prestataire/client	15
	Annexe 7 : Facture prestataire/client.....	26

I) Présentation

a) Présentation de la mairie de Villiers

La mairie de Villiers est une collectivité territoriale, elle a pour mission de fournir tous les besoins des habitants (inscriptions aux cantines, aux centres de loisirs, les écoles, les activités culturelles...) et de les satisfaire.

Elle compte actuellement plus de 1000 employés qui gèrent plusieurs fonctions différentes.

Elle est située :

Place de l'Hôtel-de-Ville

94350 Villiers-sur-Marne

France

Tel : 01 44 23 32 98

Mail : mairievilliers@gmail.com

Besoin

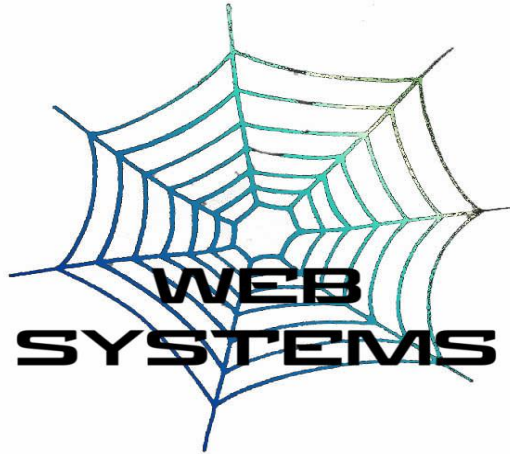
En complément du site internet la mairie de Villiers a demandé à WebSystems de développer une application externe en Java pour les utilisateurs inscrits.

Cette application va permettre aux différents citoyens inscrits de pouvoir télécharger une application afin d'avoir une visibilité sur toute la gestion de leur compte depuis leur 1^{ère} sollicitation pour leur besoin administratif.

L'application permettra aux utilisateurs de :

- Se connecté directement sur leurs profils
- Modifier / ajouter / supprimer des informations personnelles
- Accéder aux différentes fonctionnalités et services de leur compte :
 - Inscription à une cantine
 - Modification / suppression à une inscription d'une cantine
 - Inscription à un centre de loisir
 - Modification / suppression à un centre de loisir

b) Présentation de l'agence WebSystems



La société WebSystems est spécialisée dans la conception de site internet et développement d'applications.

WebSystems a été fondée en juin 1997 par des webdesigners et des développeurs.

La société est basée à Paris à l'adresse suivante :

14 rue de Clichy

75009, Paris

La société intervient au niveau national (Montpellier/Aix En Provence/Paris/Toulouse/Lyon).

Le groupe compte plus d'une centaine de salariés, son chiffre d'affaires s'élève à 8 millions d'euros et son capital social est de 60 000€.

Son chiffre d'affaire et son effectif est en constante augmentation depuis la création de l'entreprise, notamment grâce à l'évolution d'internet et des sites web dans les grandes entreprises et le e-commerce qui s'est énormément développé ces dernières années. La forme juridique de la société est SA par action simplifiée à associé unique.

Avec plus de 10 ans WebSystems propose des solutions dans les domaines de la création de sites Internet, de la réalisation de portails Web 2.0, et du développement d'application.

Aguerrie par plusieurs centaines de projets réalisés, WebSystems s'efforce de recentrer ses développements autour de la valeur ajoutée qu'ils vous apporteront. Pour atteindre cet objectif, nous apportons un soin tout particulier aux phases de conception et à l'ergonomie de nos sites et applications. En effet, la conception est la partie la plus importante d'un projet car elle nécessite bien plus qu'une bonne connaissance de l'environnement technique.

Valeurs

WebSystems proposent ces services sur 7 valeurs qui constituent l'agence :

- Excellence
- Intégrité et transparences
- Respect des engagements
- Innovation
- Créativité
- Sécurité
- Engagement

La priorité de l'agence WebSystems est la satisfaction de ses clients, pour cela, elle accompagne ses clients dans toute les étapes du projet, de la conception du site ou de l'application jusqu'à la mise en service. Tout est mis en place pour assurer la réussite du projet.

- Etre à l'écoute de son client du début à la fin du projet.
- D'être assisté dans l'analyse des besoins de son entreprise.

II) Cahier des charges

En tant qu'employés de l'entreprise WebSystems nous avons été appelés par la mairie de Villiers dans le but de leur créer une application Android.

En complément du site internet et de l'application Java la mairie de Villiers a demandé à WebSystems de développer une application externe sous Android pour les utilisateurs inscrits.

Cette application va permettre aux différents citoyens inscrit de pouvoir télécharger une application afin d'avoir une visibilité sur toute la gestion de leur compte depuis leur 1^{ère} sollicitation pour leur besoin administratif.

L'application n'est pas un substitut du site internet de la mairie de Villiers, c'est-à-dire que les plus grosses fonctionnalités se font à partir du site Web directement.

Après un entretien préalable avec le représentant de la communication de la mairie nous avons signé un contrat de prestataire et ainsi on a pu relever les exigences de la mairie et avons réalisé le cahier des charges de la solution proposée.

a) Relevé des exigences :

L'application devra être intuitive, flexible avec un design ergonomique pour chaque utilisateur, téléchargeable et fonctionnel sur toutes les interfaces Android.

L'application n'est pas un substitut du site internet de la mairie de Villiers, c'est-à-dire que les plus grosses fonctionnalités se font à partir du site Web directement.

Contenu :

Obligation d'être inscrit via le site Web pour l'utilisation de l'application.

L'application sera connectée à la même base de données du site Web.

L'application permettra aux utilisateurs de :

- Se connecté directement sur leurs profils
- Modifier / ajouter / supprimer des informations personnelles
- Accéder aux différentes fonctionnalités et services de leur compte :
 - Inscription à une cantine
 - Modification / suppression à une inscription d'une cantine
 - Inscription à un centre de loisir
 - Modification / suppression à un centre de loisir

Technique :

L'application sera développée en Java pour une meilleur fiabilité et compatibilité avec l'OS Android.

Pour cela le logiciel Android Studio a été choisi pour sa simplicité d'utilisation et son entente avec n'importe quel OS, même si l'entreprise WebSystem développe sous Windows.

Android Studio permet de créer les interfaces de l'application tout en intégrant le code Java.

b) Explication des différentes technologies utilisées :

Pour parvenir à fournir une tel application, nous avons besoin de plusieurs technologies qui sont les suivantes :

Le langage Java :



Le langage Java est un langage de programmation informatique orienté objet. La particularité et l'objectif central de Java est que les logiciels écrits dans ce langage doivent être très facilement portables sur plusieurs systèmes d'exploitation tels que UNIX, Windows, Mac OS ou GNU/Linux, avec peu ou pas de modifications.

Mysql :



MySQL est un système de gestion de bases de données relationnelles (SGBDR).

Eclipse :



Eclipse IDE est un environnement de développement intégré Open source extensible, universel et polyvalent, permettant de créer des projets de développement mettant en œuvre n'importe quel langage de programmation.

GitHub :



GitHub est un service web d'hébergement et de gestion de développement de logiciels, utilisant le logiciel de gestion de versions Git.

Win'Design :



C'est un environnement modulaire, pour la modélisation des systèmes d'information organisationnel et informatique.

Photoshop :



Photoshop est un logiciel de retouche, de traitement et de dessin assisté par ordinateur édité par Adobe.

Android Studio :



Android Studio est un environnement de développement pour développer des applications Android

III) Avancement actuel de l'application :

Design de l'application :

-Design de l'application achevée

Contenu :

-connexion utilisateur

-menu

-Onglet : profil, cantine, centres de loisirs

IV) Partie Juridique :

Conformément pour ce type d'intervention, les 2 parties qui sont la mairie de Villiers (le client) et WebSystems (le prestataire) doivent signer un contrat de travail prestataire client avec toutes les conditions juridiques, le financement et la durée pour le projet qui est l'application Java.

Tous ces documents sont disponibles en annexe.

V) Présentation des différentes composantes du site

Afin que chacun puisse s'exprimer sur le projet en expliquant directement son rôle dans la réalisation du projet, il a été convenu que chaque personne présente à sa manière ce qu'il a fait.

Réalisation du design et de la structure de l'application Android

1) Etape 1 : Analyse du projet et rédaction du cahier des charges

La première phase du projet était avant tout de cerner les besoins du client, en l'occurrence ici il s'agit d'une mairie. Notre client nous a donc communiqué au terme d'un entretien préalable la liste de ses exigences. Celles-ci sont détaillées en page ... du dossier de projet. La phase suivante a été de déterminer le cahier des charges, avec la prise en compte de chacune des exigences vues précédemment. Enfin nous

avons également expliqué chacune des technologies que nous devons utiliser pour réaliser l'application de notre client.

Et enfin la dernière phase consistait à valider avec le client le cahier des charges et également de faire signer les contrats nécessaires à la protection juridique de chacune des parties.

2) Etape 2 : Conception

La troisième étape se scinde ici en plusieurs tranches :

- La conception : ici nous avons repris le modèle relationnel des données (Ou MCD) du site de la Mairie car l'application sera connectée à la même base de données, le MCD suit la méthode MERISE dans le but de modéliser le système d'information du client suivant le cahier des charges. (MCD présent en annexe).

3) Etape 3 : Réalisation du projet

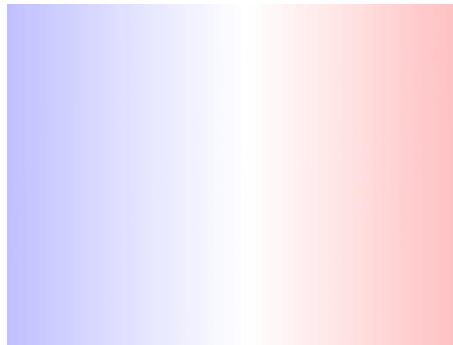
- Le logo du site internet a été repris pour l'application



- La bannière d'accueil est aussi la même



- Le fond d'écran



Pour accéder à son profil, l'utilisateur a juste à rentrer son « login » et son « mot de passe »

Login:

Mot de passe:

☐ Mot de passe oublié

Connection

En se connectant l'utilisateur arrive au menu

Profil

Cantine

Centres de loisirs

En cliquant sur « profil », « cantine » et « centres de loisir », cela affiche à côté des liens ceci :

Nom:

Prenom:

Age:

Tel:

Nombre d'enfants:

Adresse:

Valider **Annuler**

Date:

Tarif:

Nombre d'enfants:

Etablissement:

Valider **Annuler**



Etablissement:

Date:

Nombre d'enfants:

Capacité:

Region:

Tarif:

Valider **Annuler**

Réalisation de la base de données et des interactions avec celle-ci par Steven Chung et Quentin Vilcoque

Je suis Steven Chung, un étudiant en BTS SIO à L'École IRIS dans le 17ème arrondissement de Paris et je suis un des développeurs du projet personnalisé encadré nommée Mairie de Villiers. J'ai des connaissances dans plusieurs langages de programmation comme le C, PHP, JAVA ainsi que les langages de développement comme le HTML et le SQL.

J'ai voulu faire partie de ce projet car ça me permet de développer mes compétences ainsi que mes capacités de développeur ainsi que de les montrer à mes coéquipiers.

Ce projet de site internet également appelé «Client léger» a pour but d'informer et de permettre l'inscription à différents services d'une commune donnée (ici on a pris pour exemple la Mairie de Villiers dans le cadre de ce PPE).

Pour rénover le système d'information de la mairie, nous avons utilisé la méthode MERISE, celle-ci qui permet de créer ensuite un modèle conceptuel de données (appelé plus simplement MCD)

Donc, ma première mission a été d'aider à la création d'un MCD avec mes camarades de stages dans le but de modéliser le système d'information dont la mairie a besoin. Ce MCD a été conçu par un logiciel nommée WinDesign.

L'intérêt d'avoir ce modèle, c'est qu'il pourra servir pour le client léger (site internet) mais également utilisable par toute application sans avoir à recoder une base par application. De plus, sachant que chaque application dépend du même modèle, la récupération des différentes informations sera donc facilitée

Ensuite mon travail consistait à transformer ce MCD en code SQL pour pouvoir exploiter la base de données.

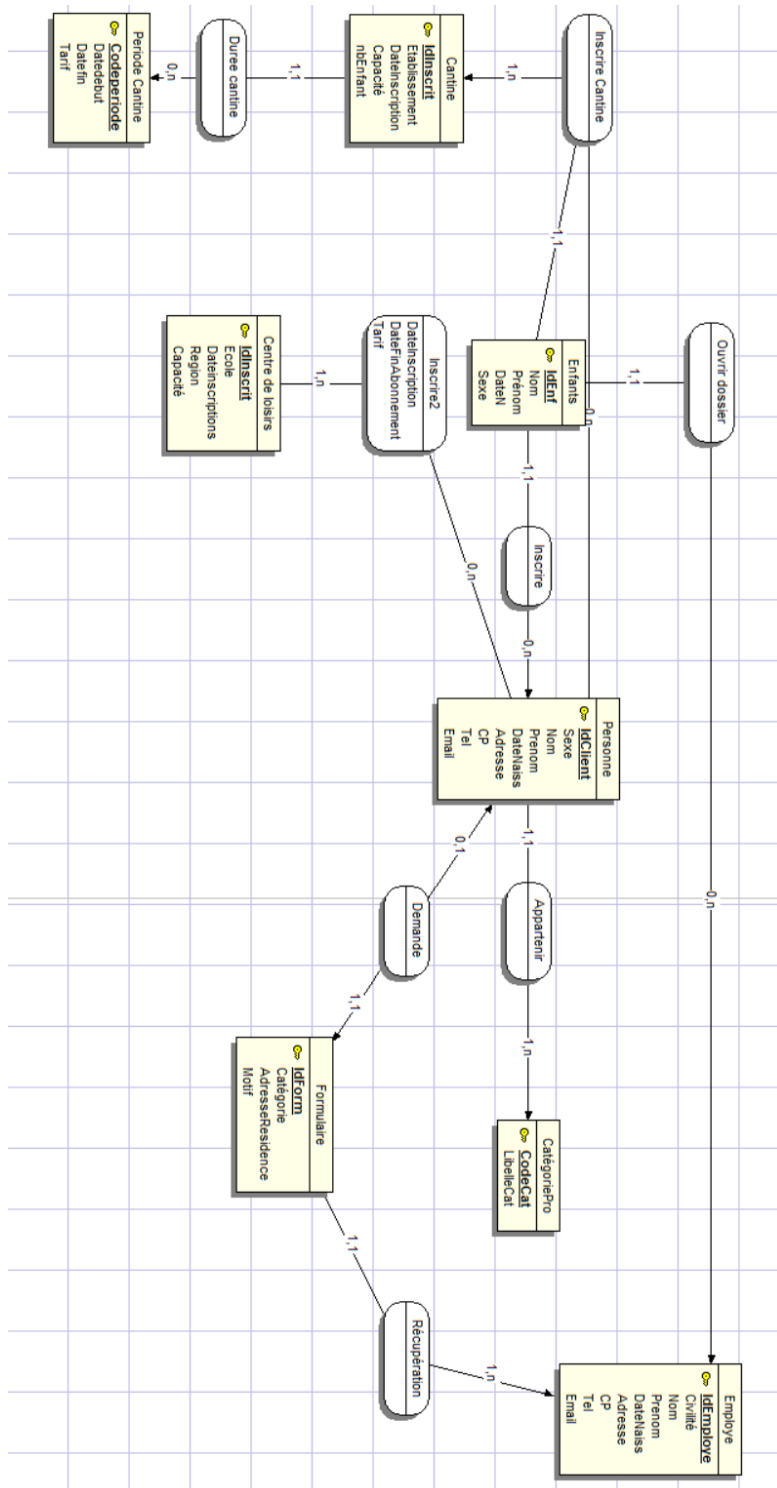
Ceci a été fait avec un outil appelé Microsoft Visual Studio (logiciel de codage) ainsi que Sublime Text 2 pour identifier certaines erreurs.

La mission suivante consistait à créer la page connexion de l'utilisateur en se connectant à la base de données.

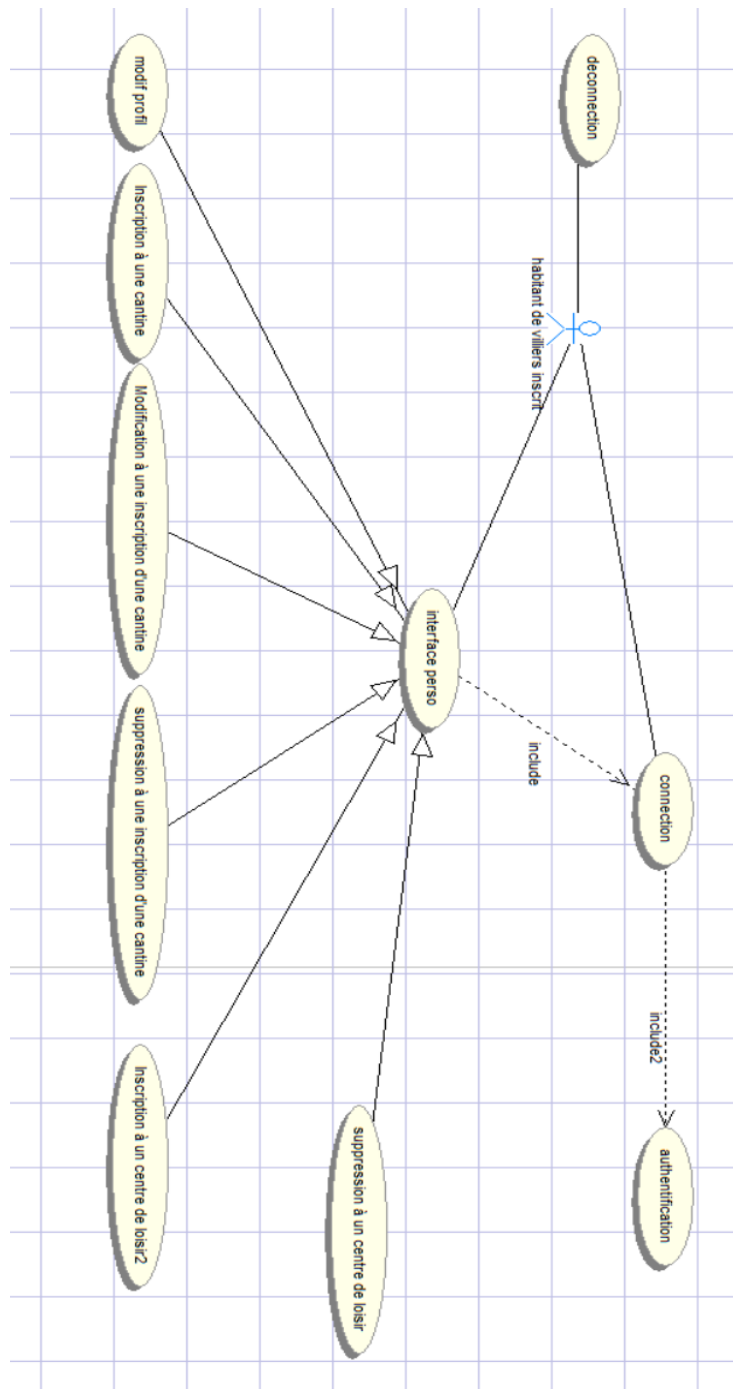
Ce que j'ai obtenu avec ce projet, j'ai pu approfondir mes connaissances dans le SQL. C'est une excellente expérience, le fait de travailler en groupe permet d'avancer plus vite et d'avoir une bonne répartition des tâches.

VI) Annexes

Annexe 1 : MCD



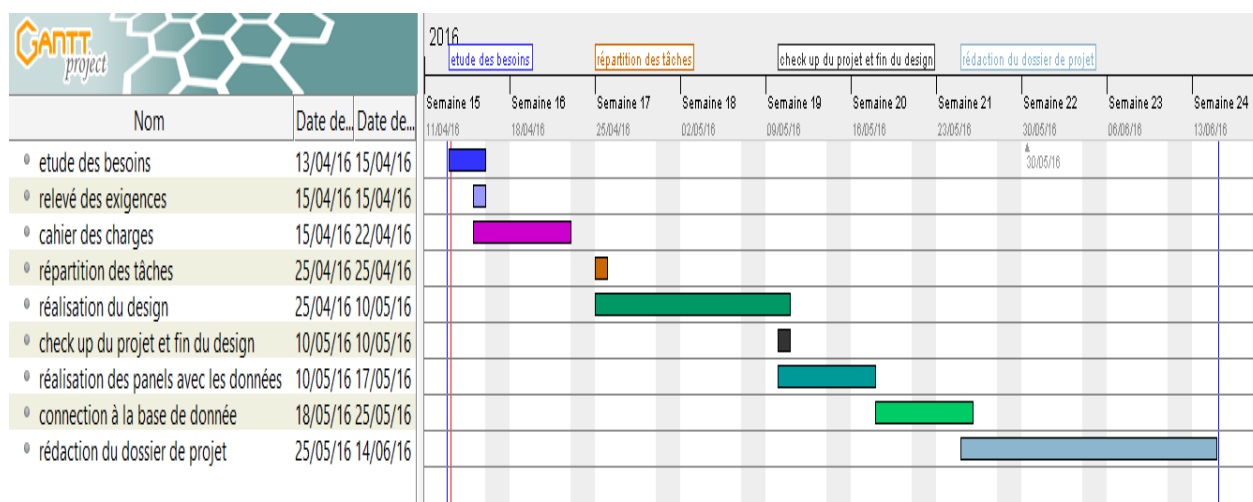
Annexe 2 : UML



Annexe 3 : Salaires Moyen Développeur Android

Rémunération Par année	Android
Débutant 0 à 1 an	35-38 K€
Intermédiaire 1 à 2 ans	38-42 K€
Confirmé / chef de projet 2 à 4 ans	42-45 K€
Sénior 4 ans et +	45-50 K€
Expert / architecte 6 ans et +	50-70 K€
Chef de projet 8 ans et +	50-65 K€

Annexe 4 : Planning du Projet



Annexe 6 : Contrat prestataire/client

La société WebSystems au capital de 60 000€ ayant son siège social à Paris prise en la personne de M Hober, PDG.

Ci-après dénommer le Prestataire,

Et

La Mairie de Villiers au capital prise en la personne de M Durand, Maire de la ville.
Ci-après dénommé le Client,

Il a été préalablement exposé:

Préambule

Clause facultative.

Rappeler ici, en quelques lignes, les raisons qui motivent l'accord intervenu. Ceci peut être utile ultérieurement pour l'interprétation du contrat.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit.

Article 1: objet

Clause indispensable.

Le présent contrat est un contrat de prestations de conseil ayant pour objet...

Définir aussi précisément que possible la prestation attendue (mission d'étude, expertise, audit, diagnostic, assistance, accompagnement...). Il peut être utile de renvoyer en annexe cette définition, si elle est un peu ample. Utiliser alors une formule du type:

Le présent contrat est un contrat de prestation de conseil ayant pour objet la mission définie au cahier des charges annexé au présent contrat et en faisant partie intégrante.

Article 2: prix

Clause indispensable.

Deux possibilités sont offertes. Soit un prix forfaitaire, pour une tâche bien déterminée, dans un calendrier arrêté, prix éventuellement révisable selon un mécanisme d'indexation. Soit un prix "en régie" si la durée de réalisation de la mission ne peut être nettement prévue. Les deux cas pouvant être combinés.

1er exemple: En contrepartie de la réalisation des prestations définies à l'article 1 ci-dessus, le client versera au prestataire la somme forfaitaire de 15 000€, ventilée de

la manière suivante:

5000 € à la signature des présentes

5000 € au (n) jour suivant la signature des présentes

5000 €, constituant le solde, à la réception de la tâche.

2e exemple: Les prestations définies à l'article 1 ci-dessus seront facturées au client 5000€ par mois pour un maximum de 15 000€.

Par ailleurs, comme vu également, un surplus raisonnable de rémunération peut être calculé en fonction d'un pourcentage assis sur des éléments quantifiables pour faire participer le prestataire au succès de l'opération. S'ils ne sont pas compris dans le prix ci-dessus, il conviendra en outre que soient prévus les frais de déplacement, séjour et autres du prestataire.

Les frais engagés par le prestataire: de déplacement, d'hébergement, de repas et frais annexes de dactylographie, reprographie etc., nécessaires à l'exécution de la prestation seront facturés en sus au client sur relevé de dépenses.

Les modalités de paiement du prix pourront soit figurer dans la présente clause de prix, soit dans une clause autonome, qui alors, pourra détailler davantage divers éléments.

Les sommes prévues ci-dessus seront payées par chèque, dans les huit jours de la réception de la facture, droits et taxes en sus.

Article 3: durée

Clause indispensable. A relier à l'article 5.

Dans le cas d'un prix forfaitaire, il sera souvent nécessaire de prévoir une durée, éventuellement en termes de calendrier. Dans le cas d'un prix en régie, il sera prudent, comme vu ci-dessus, de fixer une borne. La question de la durée en termes de délais sera retrouvée ci-après.

Obligations du prestataire

Article 4: exécution de la prestation

Clause indispensable.

Selon le domaine d'intervention du prestataire (études de marché, communication, logistique...), et selon le degré de précision de la clause d'objet éventuellement renvoyant à un cahier des charges en annexe, il y a lieu de préciser ici le contenu éventuellement plus précis de la prestation et les modalités d'exécution de celle-ci. Le prestataire s'engage à mener à bien la tâche précisée à l'article 1, conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière.

A cet effet, il constituera l'équipe nécessaire à la réalisation de la mission et remettra, avant le rapport terminal, une pré-étude, au plus tard le 4/03/2015.

Il peut être utile d'annexer au contrat la composition de l'équipe dont la modification éventuelle nécessiterait l'accord du client. Il devra solliciter du client tous les

éléments nécessaires à la bonne menée de la tâche, éventuellement dans le cadre d'un comité de pilotage qui peut être constitué à cet effet.

Article 5: calendrier-délais

Clause indispensable.

Il est important de mettre en place un échéancier-calendrier de l'accomplissement des prestations. Les diverses étapes peuvent d'ailleurs être flottantes et dépendre, par exemple, de l'accomplissement à certains moments de certaines tâches par le client.

Le prestataire craindra parfois de s'engager sur des délais impératifs; le client, pour sa part, aura tout intérêt à les exiger sous diverses sanctions, en termes de pénalités ou de résiliation, qui seront retrouvées ci-après.

La phase 1 définie au cahier des charges annexé aux présentes devra être achevée au plus tard le 12/03/2015

La phase 2, assortie de la remise du pré-rapport devra être achevée au plus tard, le 12/03/2015

La phase 3 et le rapport terminal devront être délivrés au plus tard le 3/05/2015

Article 6: nature des obligations

Clause facultative, mais la clause "Exécution de la prestation", article 4 ci-dessus est indispensable.

Il faut préciser que la distinction bien connue, obligation de moyens et obligation de résultat, n'a d'intérêt que sur le terrain de la preuve. Si le prestataire s'est engagé sur des résultats (définis en termes de performances et d'actes positifs dans la clause d'objet), le non-accomplissement du résultat le constitue en faute, à charge pour lui de démontrer la cause étrangère, généralement la faute du partenaire, qui le déchargera de toute responsabilité.

Inversement, si son engagement n'est que de purs moyens comme, par exemple, la stipulation de délais purement indicatifs, le client mécontent de l'exécution de la prestation devra alors démontrer -charge plus lourde- que le prestataire n'a pas donné à la réalisation de sa tâche tous les soins requis.

Une fois encore, tout débat sur ce terrain devrait être évité par la précision suffisante de la clause d'objet, du cahier des charges, sachant néanmoins que la pertinence finale des conseils prodigués ne peut ressortir que d'une obligation de moyens. En revanche, la remise des rapports, le fait de venir sur le site, lorsque cela est prévu, et le respect des délais impératifs doivent pouvoir être considérés comme des obligations de résultat.

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues à l'article 1 ci-dessus, le prestataire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art. La présente obligation, n'est, de convention expresse, que pure obligation de moyens.

Article 7: obligation de confidentialité

Clause indispensable.

Il est important que le prestataire soit tenu de ne pas divulguer les informations auxquelles il aura pu avoir accès, dans le cadre de l'exécution de sa mission.

L'attention du prestataire peut être attirée par la confidentialité des documents en cause, lorsque, notamment, ces derniers sont revêtus de la mention "confidentiel".

Le prestataire considèrera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Pour l'application de la présente clause, le prestataire répond de ses salariés comme de lui-même. Le prestataire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Obligations du client

Article 8: obligation de libérer l'accès aux informations

Clause facultative.

Il peut être utile que le contrat prévoie que, pour mener à bien la mission prise en charge, le prestataire pourra avoir un accès libre à certaines catégories d'informations. Cette clause pourra d'ailleurs être recoupée par la clause suivante.

Article 9: obligation de collaboration

Clause facultative.

Dans les divers contrats de conseil, il est clair que le client ne peut pas se borner à un rôle purement passif, et les tribunaux décident qu'il doit faciliter autant que possible la tâche du prestataire. Le client doit donc être disponible, actif et spontané; aussi les prestataires, pour conforter ce point, demandent fréquemment l'insertion de stipulations leur donnant un contact désigné dans l'entreprise cliente, en charge du maintien du dialogue nécessaire.

Comme vu ci-dessus, un comité de pilotage et de suivi peut être constitué, pour concrétiser cette obligation;

Le client tiendra à la disposition du prestataire toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet du présent contrat. A cette fin, le client désigne deux interlocuteurs privilégiés (MM...), pour assurer le dialogue dans les diverses étapes de la mission contractée.

Article 10: obligation de réception

Clause facultative.

La réception est l'acte par lequel le client reconnaît la conformité de la chose délivrée. Dans les contrats de conseil, il ne sera pas souvent prévu qu'un client ait à agréer la prestation accomplie, laquelle se solde la plupart du temps par la remise physique du rapport ou de l'étude, dont il suffira de constater si le travail effectué correspond ou non au cahier des charges.

Néanmoins, pour des projets un peu exploratoires, on comprendra qu'il soit utile que le client donne son acceptation sur le travail fait, à l'issue de certaines étapes, pour que d'autres puissent commencer.

Dans ce dernier cas, la clause de réception est tout à fait utile, d'autant que des paiements seront souvent liés aux réceptions intermédiaires. Le client qui n'aurait pas de grief n'a pas alors de raison de refuser ces réceptions.

A la date du..., le prestataire devra remettre un pré-rapport soumis à la validation expresse du client, pour que la phase suivante de la mission puisse recevoir exécution.

Article 11: obligation de non-sollicitation de personnel

Clause facultative.

Le prestataire peut vouloir s'assurer qu'à l'occasion de la mission, le client ne tente pas de débaucher des personnels, qui pourraient lui faire défaut.

Le client s'interdit d'engager, ou de faire travailler d'aucune manière, tout collaborateur présent ou futur du prestataire. La présente clause vaudra, quelle que soit la spécialisation du collaborateur en cause, et même dans l'hypothèse où la sollicitation serait à l'initiative dudit collaborateur. La présente clause développera ses effets pendant toute l'exécution du présent contrat, et pendant deux ans à compter de sa terminaison.

Jouissance des résultats de l'étude

Article 12: propriété des résultats

Clause indispensable.

Il est nécessaire de préciser la manière dont les résultats d'une mission pourront être utilisés par les parties.

Cette préoccupation figure généralement dans les clauses des contrats sous l'intitulé de "propriété des résultats", mais n'a de sens, en termes de propriété, que lorsque les résultats de l'étude sont concrétisés dans une forme protégeable, par droit d'auteur (mais les idées sont utilisables librement), voire par brevet d'invention. Hors de ces cas-là, les résultats d'une mission ne sont souvent que des méthodes, ou éléments de savoir-faire, non protégeables par le droit à la propriété intellectuelle, mais réservables en termes d'obligations.

Si lesdits résultats de l'étude sont objets de droit d'auteur, il conviendra que les parties décident qui aura le droit d'auteur sur l'œuvre réalisée: le client ayant tout intérêt à se faire céder, de la manière la plus large les droits de reproduction, de représentation, de commercialisation des "œuvres" réalisées pour son compte, et la transmission de la propriété est au prix d'une clause explicite sur les diverses prérogatives transférées.

Si le client n'obtient pas la propriété de "l'œuvre", il pourra sans doute en tirer le profit d'information, mais ne pourra pas reproduire et commercialiser les documents qui la supportent.

Dans le cas plus probable où le résultat de la mission ne peut pas être considéré comme une œuvre (ou une invention brevetable), la question de sa propriété n'a pas véritablement de sens. Il convient alors que les parties s'expliquent sur l'usage limité ou large que le client pourra faire de l'information donnée, et sur la possibilité, nulle, limitée ou large que le prestataire, pour sa part, pourrait en faire.

C'est pourquoi, on trouve parfois des clauses de "réserve de propriété" des études jusqu'au complet paiement du prix, qui ne semblent pas pouvoir, concrètement, avoir des effets, spécialement au sens du droit de la faillite.

De convention expresse, les résultats de l'étude seront en la pleine maîtrise du client, à compter du paiement intégral de la prestation et le client pourra en disposer comme il l'entend. Le prestataire, pour sa part, s'interdit de faire état des résultats dont il s'agit et de les utiliser de quelque manière, sauf à obtenir préalablement l'autorisation écrite du client.

Autre exemple, si l'on pouvait admettre que le résultat de l'étude, très formalisé, réponde aux exigences du droit d'auteur et constitue dès lors une œuvre:

De convention expresse, la propriété de l'œuvre, réalisée en application du présent contrat, est attribuée au client. A cette fin, et en tant que de besoin, le prestataire transfère au client tous les droits sur l'œuvre précitée: droit de reproduction, droit de représentation, droit de commercialisation, droit d'usage, de détention, d'adaptation, de traduction, et plus généralement, tous droits d'exploitation.

La présente cession vaut pour tous territoires et pour toute la durée de protection dont l'œuvre fait l'objet. Le prestataire s'interdit pour l'avenir tout fait d'exploitation de l'œuvre précitée. De convention expresse, le client acquiert la propriété de l'œuvre dont il s'agit, au fur et à mesure de son élaboration.

Article 13: garantie

Clause facultative.

Il faut ajouter qu'il est utile que le client soit bien protégé, dans le cas où le prestataire lui fournirait, volontairement ou non, des éléments d'informations sur lesquels ledit prestataire ne disposerait pas d'un libre usage.

Le prestataire garantit le client contre toute revendication de tiers alléguée à l'encontre du client et concernant les éléments, ou informations, fournis par le prestataire au client.

Article 14: responsabilités

Clause facultative.

Le prestataire souhaitera atténuer, ou éluder, sa responsabilité en cas d'insatisfaction objective du client. On notera que dans ces contrats, les clauses limitatives ou suppressives de responsabilité sont licites dans la mesure où le préjudice que subirait le client n'est pas causé par une faute intentionnelle ou lourde

du prestataire.

Le client convient que, quels que soient les fondements de sa réclamation, et la procédure suivie pour la mettre en œuvre, la responsabilité éventuelle du prestataire à raison de l'exécution des obligations prévues au présent contrat, sera limitée à un montant n'excédant pas la somme totale effectivement payée par le client, pour les services ou tâches fournis par le prestataire.

Par ailleurs, le client renonce à rechercher la responsabilité du prestataire en cas de dommages survenus aux fichiers, ou tout document qu'il lui aurait confié.

Le prestataire dégage sa responsabilité à l'égard des dommages matériels pouvant atteindre les immeubles, installations, matériels, mobiliers du client.

Le client convient que le prestataire n'encourra aucune responsabilité à raison de toute perte de bénéfices, de trouble commercial, de demandes que le client subirait; de demandes ou de réclamations formulées contre le client et émanant d'un tiers quel qu'il soit.

On notera que la dernière phrase ici donne une solution différente au contenu de l'article 13 ci-dessus.

Article 15: pénalités

Clause facultative.

Il est parfois important, parfois non, pour le client, d'insérer au contrat des pénalités, pour garantir l'exécution souhaitée, spécialement pour contraindre le prestataire au respect des délais stipulés lorsque ce respect des délais est déterminant pour le client.

Toute méconnaissance des délais stipulés à l'article 5 ci-dessus, engendrera l'obligation pour le prestataire de payer au client la somme de 0€, par jour de retard.

Article 16: résiliation-sanction

Clause utile dans les contrats prévoyant l'élaboration d'une tâche très précise ou devant se développer dans une durée déterminée.

Il est important pour les partenaires qu'un article du contrat permette au créancier d'une obligation inexécutée de mettre fin à la relation, en dehors du pouvoir d'appréciation des tribunaux que l'article 1184 du Code civil leur reconnaît.

Cette clause, néanmoins, ne doit pas servir de prétexte à un partenaire de mauvaise foi pour se débarrasser de l'autre en cas de manquement minime.

Toute manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes des articles 1,2,3,4,5,7 et 12 ci-dessus, entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit au présent contrat, quinze jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Cette clause peut "indexer", notamment, la clause de paiement du prix, voire la clause imposant des délais d'exécution indépendamment des pénalités de retard qui

auront été prévues.

Article 17: résiliation hors faute

Clause facultative.

Toujours dans le cas où le contrat n'aurait pas un objet ferme, entendu comme la réalisation d'une tâche précisée, ou une durée déterminée, ce qui revient à peu près au même, les parties peuvent dans ces situations mettre fin unilatéralement au contrat, éventuellement sous réserve d'un préavis, si une certaine incompatibilité de vue venait à se manifester.

Le présent contrat pourra être résilié à tout instant par chacune des parties, sous la réserve d'un préavis de trois semaines.

Dans cette hypothèse, les sommes déjà perçues par le prestataire lui demeureront acquises et le client pourrait faire l'usage le plus libre des informations qui lui auraient été communiquées, ou des documents d'ores et déjà remis.

Dans le cas inverse, qui serait celui de l'article 16 ci-dessus, c'est-à-dire où les parties devraient aller au terme de l'objectif dessiné, ou respecter la durée prévue au contrat, il peut être utile de prévoir une porte de sortie, si certaines circonstances rendaient la poursuite de l'exécution plus lourde pour l'une d'entre elles. Par exemple, si tel personnel compétent venait à disparaître, ou à quitter l'entreprise prestataire.

Le présent contrat sera résilié de plein droit, si bon semble au prestataire, un mois après avertissement adéquat adressé au partenaire, dans le cas où M Khayat Viendrait à quitter l'entreprise du prestataire, sans que ce fait soit imputable à ce dernier. Dans la mesure du possible, les lots ou étapes commencés seront terminés.

Article 18: sous-traitance

Clause facultative.

Les contrats de conseil sont bien évidemment conclus, du côté du client, en considération du profil et des compétences du partenaire.

On comprend, dès lors, que le client ne souhaite pas nécessairement voir une tierce entreprise s'associer à tout ou partie de l'exécution de la prestation. D'un autre côté, le prestataire peut avoir nécessité de se décharger partiellement sur un tiers de parties de prestations, sur lesquelles il disposerait d'un moindre savoir-faire.

De la négociation doit donc résulter la construction de la clause, dans un sens permissif, prohibitif ou moyennement permissif, sous agrément préalable du client.

Les tâches précisées à l'article 1 ne seront pour ce qui concerne les phases 1,2 et 3. Non prises en charges par le prestataire, mais seront exécutées par la mairie de Villiers, en sous-traitance, ce que reconnaît et accepte le client.

Le prestataire s'interdit de sous-traiter à quiconque la réalisation des travaux définis à l'article 1.

Article 19: cession de contrat

Clause facultative.

La même idée gouverne la possibilité, pour l'un ou l'autre des partenaires, non pas de s'associer un tiers, mais de se le substituer, dans la poursuite de l'exécution. Les solutions contractuelles pourront être, de la même manière, diverses.

Le présent contrat est conclu en considération de la personne du prestataire, qui ne pourra substituer de tiers dans la réalisation de la tâche ci-dessus définie.

Article 20: référencement

Clause facultative.

Il arrive que les parties ne souhaitent pas faire savoir qu'elles ont contracté entre elles, et il peut alors être stipulé une clause de confidentialité du contrat, voire de l'affaire conclue.

Néanmoins, dans bien des cas, surtout si la prestation est satisfaisante, le prestataire pourra désirer faire état du fait d'avoir travaillé pour le client. Il sera utile qu'une clause le permette clairement.

Le client accepte que le prestataire puisse faire figurer parmi ses références les travaux accomplis dans le cadre du présent contrat.

Article 21: interprétation du contrat

Clause facultative.

On rencontre souvent dans les conventions des dispositions par lesquelles le prestataire ne souhaite s'engager que sur le contenu du document terminal signé, en excluant tous éléments ou engagements évoqués au cours des pourparlers. Ceci porte parfois le nom de "clause des quatre coins".

Le présent contrat et ses annexes contiennent tous les engagements des parties, et les correspondances, offres ou propositions antérieures à la signature des présentes, sont considérées comme non-avenues.

Il convient d'insister sur l'importance de la clarté dans la rédaction des clauses d'un contrat qui constituent la mesure des engagements réciproques. En cas de maladroites, c'est aux tribunaux qu'il revient d'interpréter les dispositions obscures, conformément aux indications suggérées par les articles 1156 et suivants du Code civil. On a vu qu'un préambule un peu nourri permettait de dissiper les équivoques.

Article 22: médiation

Clause facultative.

En cas de différend, toute formule amiable susceptible de l'aplanir, avant contentieux judiciaire, sera bienvenue. Pour un contrat d'une certaine ampleur, on pourrait proposer la disposition suivante.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, à l'occasion du présent contrat, sur la médiation de M Abderrahmane Chouaki, qui, saisi à l'initiative de la partie la plus diligente, formulera une proposition de conciliation, dans le mois suivant sa saisine. Les frais de médiation seront supportés par moitié, par chacune des parties.

Article 23: juridiction compétente

Clause facultative.

Si les parties sont toutes commerçantes, elles ont la possibilité d'avoir décidé, par avance, la juridiction de tel lieu déterminé qui tranchera leur différend: ceci n'ayant de sens que dans la mesure où prestataire et client seront chacun dans un ressort judiciaire de tribunal de commerce différent.

Tout litige susceptible de s'élever entre les parties, à propos de la formation, de l'exécution, ou de l'interprétation du présent contrat, sera de la compétence exclusive du tribunal de commerce de paris

A défaut, les règles de la procédure civile décideront normalement que le demandeur au procès doit saisir le tribunal du lieu du partenaire à qui il cherche querelle.

Article 24: arbitrage

Plutôt que d'aller vers les juridictions judiciaires, les parties peuvent, par une clause du contrat, s'être engagées à saisir un arbitre. La formule d'arbitrage n'est sans doute pas à recommander pour des contrats de petite ou moyenne importance. En revanche, pour des opérations complexes, et éventuellement dans une perspective de confidentialité, les parties pourront prévoir une clause d'arbitrage. Cette clause, elle aussi, n'est valable qu'entre personnes commerçantes et doit être suffisamment précise pour pouvoir prendre ses effets. Certains organismes d'arbitrage sont institués, et dans ce cas, il suffit que les parties se réfèrent à leur règlement.

Tout litige susceptible de s'élever entre les parties sera tranché conformément au règlement de conciliation et d'arbitrage de l'institution compétente.

Si les parties veulent un arbitrage non-institutionnel, la clause doit être plus précise.

Tout litige susceptible de survenir entre les parties, quant à la formation, l'exécution, ou à l'occasion du présent contrat, sera soumis, à l'initiative de la partie la plus diligente, à une juridiction arbitrale, composée de trois personnes. A cette fin, chaque partie désignera son propre arbitre. Celle qui prendra l'initiative de la procédure faisant connaître à l'autre partie par lettre recommandée A.R. le nom de l'arbitre choisi; l'autre partie faisant connaître à la première, dans les quinze jours de la réception de la lettre, dans les mêmes formes, le nom du second arbitre choisi. En cas de défaut de désignation du second arbitre, dans le délai susvisé, la partie qui aura pris l'initiative de l'arbitrage en demandera la désignation à Monsieur le président du tribunal de commerce de paris, statuant sur simple requête. Les deux arbitres désignés dans les quinze jours de leur saisine commune s'accorderont sur la désignation du troisième. A défaut d'entente entre les deux arbitres, le troisième sera désigné par ordonnance du président de la juridiction précitée, à la requête de la partie la plus diligente. Le collège arbitral statuera, à charge d'appel, conformément aux dispositions du nouveau code de procédure civile.

On ajoutera, pour être complet, que si le contrat est international (client faisant appel

par exemple à un prestataire étranger), il sera utile de préciser dans la convention la loi choisie pour gouverner les différends: loi française ou loi étrangère.

Fait à Villiers

Le 20/02/2015

En double exemplaire,

Ce contrat n'est présent que dans le cadre du PPE, il n'a donc absolument aucune valeur juridique, étant donné que l'entreprise prestataire n'existe pas.

Signature du client :

Signature du prestataire :

Annexe 7 : Facture prestataire/client



Date 27/04/2016

N° facture 02

WebSystem
14 rue de Clichy
Paris, 75009

À Mairie de Villiers
Place de l'Hôtel-de-Ville
Villiers-sur-Marne
Téléphone 01 44 23 32 98
Réf client ABC123

DESTINATAIRE Mairie de Villiers
Place de l'Hôtel-de-Ville
Villiers-sur-Marne
Téléphone 01 44 23 32 98
Réf client ABC123

Description	Prix unitaire (€)	Total de la ligne (€)
Création du client lourd (application Android)	10 000	10 000
Intégration d'une base de donnée	3000	3000
Génération d'une ressource graphique	2000	2000
		Total : 15 000€

Merci de votre commande !